

Journal Intercommunal

Gardons le moral !

C'est le printemps. Le Covid toujours là, la guerre en Ukraine et cerise sur le gâteau, si l'on ose dire, le Pays vert et bleu orphelin de son médecin. Une première depuis plus de 50 ans.

Une actualité, guère réjouissante, avec toutefois une double lueur d'espoir : le retour progressif à une vie « normale » et une saison touristique qui s'annonce sous de bons auspices.

Alors gardons le moral et bonne lecture.

Jean-Claude Mivielle

Sommaire :

Page 1 - A votre service

Page 2 & 3 - La santé au pays »

Page 4 - Journalistes en herbe à la Bastide.

A votre service

Telle est la devise et la fonctionnalité de la « Maison France Services » inaugurée le 3 mars dernier à Comps sur Artuby.

Aménagée dans les locaux de l'ancienne poste et de la salle du conseil municipal, elle se définit comme un « guichet unique de proximité au service de la population ».

Son objectif : lutter contre la désertification des territoires confrontés à la fermeture progressive de la plupart des services publics en « offrant aux administrés la possibilité d'accéder aux informations (quelles que soient leurs démarches administratives) à moins de 30 minutes de chez eux ».

L'établissement de Comps est géré par une équipe d'employés de la mairie et d'anciens employés de la Poste. Comme toutes les maisons de services, celle de Comps dépend du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Accueillis par Alain Barale, diverses personnalités ont assisté à l'inauguration dont le préfet du Var Evince Richard, le sous-préfet de Draguignan, de nombreux élus : député, sénateur, conseillère départementale, les présidents de DVPA et LGV, ainsi que les maires du territoire et les représentants de diverses administrations.

Nous consacrerons un prochain sujet au fonctionnement de la « Maison France Services de Comps ».



Dates à retenir

22 mai Châteaueux.

5 juin Bargème :

Victimes de l'épidémie de Coronavirus, les fêtes locales sont de retour cette année. Celle du fromage à Châteaueux et de la transhumance à Bargème. Pour le plus grand plaisir d'un public qui espérons-le sera nombreux à ces rendez-vous.

20-24 juin. « Vallées de Préhis-toire » : Comps et Trigance s'apprentent à accueillir, pendant une semaine, des archéologues portugais, allemands ainsi que des Français du nord de la France et, bien entendu, l'équipe du Jabron dans le cadre d'une rencontre intitulée « Journées Européennes de l'Archéologie ».

Une rencontre de spécialistes de différents pays qui permettra de nombreux échanges, notamment scientifiques, autour des chantiers de fouilles de leurs vallées respectives. A noter que la visite des sites du Pré de Laure, de Trigance ainsi que celui de Quinson figure au programme de ces journées.

Covid rebond fin mars

Comme à l'échelle nationale, on a noté un rebond de l'épidémie au pays en mars avec un pic en fin de mois, début avril.

« Des cas nombreux mais pas graves selon Christelle Quinchon, qui précise « bon nombre de patients contaminés étaient vaccinés, ce qui leur a permis de mieux résister au virus, notamment au niveau des complications pulmonaires. »

Il a fallu attendre la deuxième quinzaine d'avril pour voir la pression redescendre – jusque-là on enregistrait une moyenne de 3 à 5 tests positifs – tendance qui se confirmait à l'heure où nous mettons sous presse.

Le SCOT de Lacs et gorges du Verdon

Lancé l'année dernière, le projet de Schéma de Cohésion Territoriale de la communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon (LGV) concerne nos 5 communes dites du Nord. L'année 2021 a été celle de la campagne de consultation des populations locales qui ont pu prendre connaissance, dans leur mairie, d'un document (riche en informations) de présentation du projet.

Le SCOT, qui se place au-dessus du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a pour objet de « déterminer les orientations de développement et de préservation (du territoire) pour les 20 années à venir » selon Antoine Faure, maire d'Aups, vice-président de LGV.

Nous y reviendrons dans une prochaine édition.

Selon le document de présentation, les 16 communes de LGV comptent 9 112 Habitants (recensement 2017), soit l'établissement public de coopération intercommunale le moins peuplé du Var.



Dossiers

Imaginable et pourtant une triste et dure réalité.

Depuis le 1^{er} février notre territoire est orphelin de son médecin, suite au départ fin janvier, du Dr Dominique Cristofaro.

Un départ brutal, mais, semble-t-il, mûrement réfléchi.

Une situation inédite depuis près de 50 ans et l'arrivée du Dr Soriano en 1974.

Mais aussi une situation difficile pour les patients car au terme de près de 3 mois de démarches et de recherches, le poste est toujours vacant.

Et une leçon à retenir, les temps ont changé : fini le médecin dévoué, intervenant parfois jour et nuit.

Aujourd'hui, on privilégie la qualité de vie.

Un numéro utile

La Maison médicale a mis en place un service à l'adresse des patients ayant des difficultés à se déplacer et qui ont besoin de médicaments ou d'un rendez-vous médical. Pour cela il suffit d'appeler le 04 93 39 11 00. Les médicaments peuvent être récupérés le mardi et le vendredi. Preuve de l'utilité de cette initiative, il avait permis, à la date du 11 avril, de traiter 72 ordonnances.

Deux messages, un départ

Nous avons évoqué les circonstances de ce départ avec Alain Barale. Maire de Comps, il est l'élu référent de la Maison de santé dont la gestion est assurée par Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVA).

« Le 7 janvier, j'ai reçu, dit-il, un premier message du praticien fixant ses conditions pour rester : rénovation du cabinet, sollicitation d'une aide financière ».

Suivra un 2^{ème} message, le 14 janvier, où le médecin qualifie la situation « d'intenable », réitère ses requêtes et annonce son départ définitif à une date non précisée.

Alain Barale aura même un entretien avec le praticien. « Négatif » nous a-t-il confié.

Le 31 janvier le cabinet ferme.

Une longue attente

Dès l'annonce de la fermeture du cabinet, les réactions se sont multipliées, les patients plongés dans l'inquiétude.

Sans nier que la désertification médicale était un problème d'ordre national, nos élus n'ont pas apprécié les conditions ayant entouré cette « démission ».

« Son départ ? une situation proche du chantage » pour Nathalie Perez-Leroux. « Les patients se sentent abandonnés, et méprisés » pour Patrick Bastiani de Trigance, auteur, avec Christian Varagnac, d'une pétition qui a recueilli près de 300 signatures mi-février. « Depuis le premier départ du docteur les patients avaient commencé à se tourner vers Valderoure, Grasse ou encore Castellane selon Raymonde Carletti pour qui « les patients n'avaient plus confiance en lui ».

Fin février, à la demande des élus de Trigance une réunion de crise est organisée à Comps par Richard Strambio, président de DPVA. Au-delà des clivages, c'est l'union sacrée : tous les maires sont présents, ainsi que les présidents des 2 communautés de communes. Responsable de la gestion de la maison de santé, le président de DPVA a affirmé sa « volonté de trouver une solution adaptée et durable » de nature à répondre aux besoins de santé de la population de l'ancien canton de Comps.

« Des exigences au-delà du raisonnable »

Puis les élus ont fait corps avec le président quand ce dernier est monté au créneau affirmant : « dans le cadre de notre démarche, nous sommes confrontés à des prétentions et des exigences financières et matérielles de la part de certains professionnels de santé qui sont au-delà du raisonnable et pourraient mettre en difficulté nos collectivités. Nous n'irons pas sur ce terrain ». Notre volonté est de construire un véritable projet de santé, de créer les conditions pour attirer et fixer des praticiens qui adhèrent à ce projet ».

2 mois plus tard, solidarité, dévouement, initiatives aidant, le pays fait face, espérant une bonne nouvelle qui...se fait attendre. D'autres réunions ont été organisées, diverses démarches engagées, toutes placées sous le sceau de la discrétion.

Une discrétion indispensable nous a précisé une source proche du dossier avant d'ajouter : « Toutes les solutions sont étudiées (activités libérales, salariales, à la vacation), en partenariat avec les professionnels, l'Etat et les collectivités. Il faut savoir que cela peut prendre encore quelques mois, raison pour laquelle nous étudions actuellement des solutions transitoires ».

Disposer d'un droit de regard.

Raymonde Carletti est membre de la commission services publics de l'association nationale des élus de la montagne (ANEM).

Constatant qu'un certain nombre de ces maisons (de santé) « ne fonctionnent pas de façon optimale, par manque d'implication des personnels » elle a adressé une longue lettre à la présidente de l'association.

Dans laquelle elle demande « que la collectivité de proximité qui a investi dans la construction et l'équipement de ces structures dispose d'un droit de regard, avec l'aide de l'Etat, afin de s'assurer que les objectifs (...) soient mis en œuvre. » Et de suggérer qu'en « cas de défaillance du privé elle puisse se substituer à lui ».

Dans ce même courrier, l'élue fait plusieurs propositions dont une mériterait d'être défendue par l'ANEM « Est-il utopiste, écrit-elle, d'espérer qu'en plus de la sélection des candidats médecins, l'Etat autorise chaque année un nombre supplémentaire d'étudiants ? » avant d'ajouter « en les aidant financièrement pendant leurs études, pourquoi ne pas créer une obligation d'activités dans les zones sous dotées pendant une durée de 10 ans. ».

Pour elle, une proposition de nature à solutionner la question des déserts médicaux « tout en conservant la liberté d'installation, chère à l'ordre des médecins ».



Dur d'être le toit du Var ?

Le handicap de l'éloignement : mythe ou réalité ?

La question a resurgi à la suite du départ du Dr Cristofaro. On pourrait le penser en raison de la situation locale, alors qu'en fait il s'agit, dans ce cas, d'un problème national de désertification des territoires médicaux à l'échelle nationale.

Mais ce handicap, et son ressenti psychologique accentué par la création du camp de Canjuers et la mort du village de Brovès, a longtemps pesé sur notre Pays vert et bleu. A la fin du siècle dernier le pays se mourait : à peine plus de 700 habitants dans les années 70/80. Heureusement 40 ans plus tard, la situation n'est plus la même.

Le pays est sauvé, sa population s'accroît à chaque recensement, le réseau routier s'est considérablement amélioré, mais les kilomètres sont toujours là, la voiture toujours indispensable et les effets de la crise engendrée par la dissolution de la CCAV, il y a maintenant 5 années, toujours sensibles.

Nous avons enquêté.

Alain Barale « La banlieue de Draguignan »

Certes, il y a le camp de Canjuers, 31 km de route, mais pas vraiment de handicap. Car pour Alain Barale, maire de Comps, le village est « la banlieue de Draguignan », bon nombre d'habitants « descendant » y travailler.

« Notre territoire est malgré tout homogène poursuit l'élu, et les 9 communes suffisamment proches les unes des autres ».

S'il met en avant la qualité des services offerts par notre territoire, Alain Barale met aussi l'accent sur ce qu'il considère comme un handicap : l'emploi des jeunes. Pour lui « trouver un travail, hormis dans l'agriculture ou le tourisme, est difficile. Une situation incitant les jeunes à partir ».

Nathalie Perez-Leroux « Dépasser l'entre nous »

Pas vraiment de problème dû à l'éloignement selon la maire de la Roque-Esclapon. En revanche, Nathalie Perez-Leroux regrette certains comportements locaux que l'on peut qualifier de tenants de « l'équation de l'impossible ».

« On veut développer le territoire mais...en restant entre nous », dit-elle avant d'ajouter « ce n'est plus possible de nos jours ».

Autre handicap particulièrement sensible : le foncier. « Il se fait rare, énonce-t-elle, le PLU réduit les droits à bâtir, la crise du Covid a fait grimper les prix à la vente. « Et que dire de la complexité des règles administratives, souvent synonymes de blocage » conclut-elle.

Raymonde Carletti « Au service des habitants »

Si pour Raymonde Carletti, il « n'y a pas de problème d'éloignement et donc pas de handicap », elle reconnaît l'existence d'un problème géographique « dû à la configuration de notre territoire. »

Et de rappeler, à titre d'exemple, la distance séparant La Martre de Castellane : 17 km ou de Valderoure 14 km, avant de conclure « la population s'est habituée ».

Pour l'élu « c'est à nous de répondre aux besoins de nos administrés, de leur apporter un certain nombre de services. Nous sommes là pour les aider, qu'il s'agisse de faire un courrier ou de monter un dossier ». Et de citer l'exemple d'une permanence mensuelle tenue par l'équipe de la « Maison France services » d'Aups à La Martre.

Stéphane Laval « Reconnaître les spécificités du territoire »

Comme les autres communes, Trigance semble avoir appris à gérer l'éloignement « qui n'est pas (ou plus) un véritable handicap » selon le maire Stéphane Laval.

En revanche il avance un autre handicap « le déficit de prise en compte des spécificités du territoire par les autorités et les administrations centrales ».

« On se heurte souvent », précise-t-il « à des blocages, au manque de souplesse dans l'interprétation des textes » qui constituent autant d'obstacles à la politique de développement que veulent mener les élus locaux.

Et de citer, à titre d'exemple, l'obligation pour la commune de Trigance de recruter un chauffeur pour accompagner 8 élèves, scolarisés au collège de Castellane, du village à Pont de Soleils pour faire la jonction avec le bus La Palud Castellane, pour une distance d'à peine quelques kilomètres.

Un architecte :

« Parce que c'est loin ».

Nous avons rencontré un architecte venu diriger une réunion de préparation de travaux de rénovation d'une église du pays vert et bleu.

A la question : pourquoi, lors de la procédure des devis, est-il si difficile de trouver un architecte. Réponse directe « parce que c'est loin » (sous-entendu difficilement rentable).

Même constat du côté des entrepreneurs dont beaucoup renoncent à concourir ou pour les locaux qui présentent des devis (trop) élevés. Rappelons que les marchés publics font l'objet d'une procédure légale d'appel d'offres (présentation d'un minimum de deux devis).

Des pôles d'attractivité « géographique »

La géographie conditionne souvent la vie et le développement d'un territoire. L'ancien canton en est un exemple : étiré avec 2 axes : Sud-Nord (17 km entre Comps et le Logis du Pin), Ouest-Est (11 km entre Comps et Trigance) et limitrophe de 2 départements.

Avec un constat : « Nous sommes tournés vers Valderoure et Grasse » nous ont confié des habitants de La Bastide dont certains descendent travailler à Nice.

« Comps est la banlieue de Draguignan » selon le maire Alain Barale.

Trigance, Le Bourguet, Brenon regardent du côté de Castellane. « Depuis longtemps les Brenonnais ont tissé des liens avec les bas-alpins, à l'image du couple formé par mes arrière-grands-parents et plus récemment mes parents », nous a confié Armand Rouvier.

« Besoin du Sud » saison 3

Après la clientèle franco-française en 2020 et 2021, le retour des vacanciers étrangers en 2022. Tel est l'objet de la campagne promotionnelle « On a tous besoin du Sud » (saison 3) lancée par le Comité régional du Tourisme. Son but : promouvoir « les marques de destination à l'international » et séduire une clientèle dont le retour s'amorce lentement.

Relayée notamment par Visit Var, cette campagne souhaite aussi mieux répartir - hors pic haute saison - la fréquentation, particulièrement au printemps (avril à juin).

Son objectif s'efforce ainsi de répondre au souhait émis par nombre d'élus varois dont ceux de notre territoire : réguler les flux et ainsi préserver à la fois les espaces protégés et le cadre de vie.

Retour des Américains à Trigance

Au Pays vert et bleu la saison s'annonce sous de bons auspices.

« Au moins autant de réservations que l'an dernier pour les mobil-homes de la base de loisirs de la Roque-Esclapon selon Jean-Noël Perrimond « mais avec des séjours plus longs » précise-t-il : de l'ordre de 2 à 3 semaines au lieu d'une en moyenne. Bons signaux également du côté de l'UCPA dont la saison va commencer en mai.

A l'autre bout du territoire « l'ouverture a été bonne » selon Théo Barberis et sa compagne qui gèrent le Château de Trigance et leur site internet. Ils confirment le retour de la clientèle internationale, notamment américaine ainsi que les Allemands « Nous serons complets en haute saison et le reste s'annonce bon nous ont-ils également confié ».

Enfin à noter que les gîtes ont toujours la côte avec déjà des locations pour les vacances pascales.

Journalistes en herbe à La Bastide

Dans le cadre de la désormais traditionnelle *Semaine de la Presse à l'école*, la directrice, Laurie Lambert, avait invité La « Feuille de Chou » à animer un atelier consacré à la découverte du métier de journaliste.

Pendant plus d'une heure, fin mars, Jean-Paul Gherardi, journaliste à la retraite, membre du comité de rédaction du journal a « parlé métier » devant les élèves de CM1 et CM2, réunis dans la cour pour des raisons sanitaires.

L'occasion de présenter une profession qui attire toujours, comme nous avons pu le constater. Du comité de rédaction à la couverture des événements ou des manifestations, Jean-Paul Gherardi a présenté le fonctionnement d'un journal, d'une radio ou d'une chaîne de télévision, avant d'évoquer les réseaux sociaux. De leur côté, les élèves, sans surprise, ont posé beaucoup de questions sur le conflit ukrainien.

En conclusion, Jean-Paul Gherardi leur a lancé une adresse : « Si vous voulez devenir journaliste, soyez de très

bons élèves dès l'école primaire car c'est maintenant que vous apprenez à écrire et donc... à ne pas faire de fautes !

Cette rencontre est aussi l'occasion pour la « Feuille de Chou » de saluer de jeunes confrères, car l'école publie chaque fin d'année « Les Petits Reporters » un journal de 24 pages, illustré de photos et d'articles rédigés par les élèves et consacrés aux principaux événements de l'année.



Journal intercommunal
(Bargème, La Bastide, Le Bourguet, Brenon, Chateaufieux, Comps sur Artuby, La Martre, La roque-Esclapon, Trigance)

Siège social - Mairie de Châteaufieux (83840)

Directeur de la publication: Jean-Claude MIVIELLE
Comité de rédaction: Armand ROUVIER, Jean-Paul GHERARDI
Parution Mai 2022

ISSN 2262-0990

(Imprimé par nos soins)

Solidarité

Ukraine à La Bastide

Solidarité, générosité des valeurs qui ne sont plus à démontrer chez nous. Parmi les nombreuses actions de soutien qui ont suivi le déclenchement de la guerre en Ukraine, nous avons retenu celle de La Bastide.

Unanimes autour du maire Claude Marin, les membres du conseil municipal ont décidé, courant mars, de mettre un « appartement communal » à disposition pour l'accueil de réfugiés ukrainiens. Des travaux de nettoyage et de mise en état ont été immédiatement engagés.

L'Europe en voiture

Début avril, Franck Bataille, conseiller municipal qui était en relation avec un Lions-club de la région cannoise, a été sollicité par ce dernier pour accueillir une famille originaire de Tchernomorsk près d'Odessa.

Cette famille composée de deux jeunes sœurs (dont une en couple) et de deux enfants en bas âge est arrivée au village, après avoir effectué le (long) voyage en voiture, un peu avant la mi-avril.

Ils ont été accueillis à leur arrivée par Franck Bataille avant de rencontrer le maire et ses adjoints.

« Tout le monde s'est mobilisé, à l'image du comité des fêtes qui leur a offert la nourriture » nous a précisé Myriam Rouvier.

Cette famille n'est restée qu'une semaine au village car elle a pu, entre temps, trouver un logement dans les Alpes-Maritimes afin de se rapprocher d'un de ses membres, hospitalisé à Lacassagne à Nice.

De son côté la commune, en relation avec la préfecture du Var, reste prête à accueillir d'autres réfugiés ».